

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1068>



# Après le Congrès du SNES : Votez École Émancipée !

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - ARCHIVES -



Date de mise en ligne : vendredi 11 mai 2012

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

# **Enfin, ces cinq années de présidence de Sarkozy viennent de prendre fin le 6 mai dernier. Cinq années marquées par la mise en place de la politique la plus réactionnaire que la France ait connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cinq années de reculs sociaux et démocratiques sans précédent.**

De Fouquet's en Rolex, du Latran à Grenoble, nous avons dû faire face au pouvoir d'une droite ultra-libérale totalement décomplexée qui a pu appliquer, au moins en partie, cette « thérapie du choc » chère à l'Ecole de Chicago et déjà éprouvée dans de nombreux pays. « Réforme » des retraites, stigmatisation des immigrés, attaques répétées contre les services publics en général et l'Education en particulier, cadeaux fiscaux aux plus riches ... on pourrait multiplier les exemples de cette véritable guerre sociale que Sarkozy, Fillon et leurs acolytes ont mené durant ce quinquennat.

Pour le terminer en s'accaparant franchement les thèmes les plus nauséabonds de l'extrême droite, exaltant la « France éternelle » et le « Vrai travail ».

Sarkozy voulait « siphonner » les voix du Front National, il n'a fait qu'ingurgiter son idéologie ! Se débarrasser de ce pouvoir était une exigence démocratique : c'est fait !

C'est fait, mais tout reste à faire. La satisfaction d'avoir chassé la droite ne doit évidemment pas nous amener à nous bercer d'illusions sur le nouveau pouvoir incarné par François Hollande. Tout d'abord parce qu'il faut attendre le résultat des élections législatives pour savoir quelle sera la marge de manoeuvre de la majorité à venir et comment sera constituée l'opposition.

Mais aussi, et surtout, parce que nous savons bien que le programme du nouveau président est souvent très éloigné de la véritable rupture politique et sociale qu'il conviendrait de mettre en oeuvre.

Dettes, retraites, fiscalité, nucléaire, services publics, il n'est pas nécessaire de faire une liste exhaustive des questions qui se posent aujourd'hui pour se rendre compte du travail qui est devant nous. L'arrivée de la Gauche au pouvoir a souvent été une condition nécessaire à l'obtention de nouveaux droits et à une meilleure répartition des richesses, elle n'a jamais été suffisante.

A cet égard, la responsabilité du mouvement syndical est aujourd'hui immense.

Oui, nous allons devoir continuer à nous mobiliser et à convaincre autour de nous pour obtenir de réelles transformations. L'Etat de crise dans lequel nous avons plongé le système capitaliste et sa fuite en avant, ne pourra trouver de solution dans des aménagements à la marge : c'est bien d'une véritable refondation de notre société dont nous avons besoin. Refondation sur les principes de l'intérêt collectif, de la solidarité, de la démocratie. Si nous n'y parvenons pas, c'est ouvrir encore plus grande la porte à l'extrême droite.

Cette refondation ne pourra se faire que grâce à un service public d'éducation fort et réellement au service de tous les élèves, de leurs familles et des personnels. A cet égard, si l'objectif d'obtenir rapidement un plan d'urgence dans le cadre d'un collectif budgétaire est légitime, la volonté du Snés d'envisager des « Etats Généraux » limités au seul second degré est à notre sens une erreur : c'est bien l'ensemble du système éducatif, de la maternelle à l'université qu'il s'agit de reconstruire, et ce avec l'ensemble des partenaires, en particulier les parents d'élèves, les lycéens et les étudiants.

Nous ne pouvons nous contenter de nous soucier de l'avenir des enseignants en laissant celui de l'Ecole de côté.

# Ce n'est qu'un début, disions nous ... N'attendons pas pour continuer le combat !

## Congrès du SNES : mais où est passé le fédéralisme ?

Toujours « fâchée » par sa « défaite » sur la signature du protocole d'accord sur les nontitulaires, la direction UA portera au congrès de la FSU des mandats clairement anti-fédéraux et des changements de statuts. L'essentiel du débat a porté sur la règle des 70%.

A une très grande majorité, le congrès a voté la demande de suppression de cette règle dans deux cas : la décision de signature d'un accord avec le

gouvernement et l'approbation d'un texte intersyndical lorsque celui-ci n'est plus amendable.

Cela n'est pas rien, car les discussions intersyndicales concernent le plus souvent les modalités d'action. L'équilibre de la fédération, entre les différents syndicats, quelles que soient leur importance numérique mais aussi leur influence dans leur champ de syndicalisation, est en jeu.

Cette volonté de revenir à un fonctionnement de type majoritaire s'oppose aux dynamiques qui ont présidé à la construction même de la FSU.

En outre, la majorité UA a intégré dans le texte le principe d'« un syndiqué, une voix » : « Le SNES qui représente 39,5 % des syndiqués, représente 7 % des voix dans la partie du BDFN réservée aux syndicats nationaux.

La composition du BDFN doit être revue dans le même esprit que celle du

CDFN. » L'objectif est bien de renforcer le poids du SNES dans la fédération, au détriment de syndicats tout aussi légitimes dans leur milieu, et de toutes les autres composantes de la fédération.

Des mandats particulièrement inquiétants à la veille du congrès fédéral ! En outre, cette méfiance à l'égard de la fédération est très partagée dans le

syndicat. Seules deux académies ont mené le combat avec nous : Créteil sur le rôle essentiel du triptyque et Orléans sur le vote à 70%.

L'École Émancipée a appelé à voter contre ce texte.

## Action : quoi et quand ?

La direction du SNES a proposé deux textes :

- Dans le premier « appel d'urgence pour le second degré », pratiquement tous nos amendements ont été repris. Il divise les mesures d'urgences entre celles qu'il faut prendre pour la rentrée de septembre et celles qu'il faut prendre durant la mandature.

Au congrès il paraissait clair que ces mesures d'urgences devaient servir de base revendicative face au nouveau gouvernement quel qu'il soit.

Nous avons appelé à voter cet « appel d'urgence pour le second degré » à la tribune du congrès car il nous

semblait que la démarche allait dans le bon sens. Pour l'instant le SNES semble se contenter de faire connaître ses propositions via son site internet.

- Quant au texte action lui-même, nous avons défendu l'idée qu'il doive y avoir une action entre la présidentielle et les législatives.

Au final nous nous sommes pour la plupart abstenus sur un texte qui ne dit pas grand chose et qui n'envisage au détour d'une phrase « qu'une action pouvant aller jusqu'à la grève » vers fin mai début juin. Par ailleurs, au BN du 2 mai, certain-e-s U et A semblaient revenir sur l'idée même d'une action entre les deux élections.

Pourtant, amener les questions éducatives des services publics dans le débat électoral est une nécessité. Or, la direction du SNES semble penser que la suite logique de l'action, pour défendre son « appel d'urgence pour le second degré », se résumerait aux États Généraux du second degré à l'automne prochain, c'est à dire à une « action » même pas fédérale.

Que fait-on si le nouveau gouvernement ne répond pas aux mesures que le SNES lui-même exige immédiatement ? Il nous faut donc réaffirmer ici

qu'il ne peut y avoir de blanc-seing pour celles et ceux qui ont succédé à Sarkozy. S'ils/elles ne répondent positivement aux revendications du SNES, il nous faudra bien redescendre dans la rue !

### **L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES :**

Jean-Marie Barbazanges, Laurent Boiron, Céline oudie, Yves Cassuto,  
Christophe Hélou, Elisabeth Hervouet, Véronique Ponvert, Olivier Sillam